

JF/GC N° 19444
Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Guillaume Chevalier
Tél : 01 45 84 14 44
jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et la probabilité d'une hausse des impôts après 2012

Résultats détaillés
Le 8 avril 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie.....	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude	5
La possibilité que des hausses d'impôt surviennent après l'élection présidentielle de 2012 ..	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



Site web



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 07 au 08 avril 2011

PRECISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

A treize mois de l'élection présidentielle, au cours de laquelle la question fiscale sera forcément abordée, 88% des Français pensent que des hausses d'impôts auront lieu après le scrutin de 2012 et ce quel que soit le candidat élu. Confirmant ce constat quasi-unanime, 43% en sont mêmes certains (pour 45% estimant que ce scénario est probable). **Ces chiffres massifs et sans équivoque dénotent en creux de la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales mais également d'un relatif pessimisme ambiant.**

Maturité d'une part car tout indique que les Français, dans une large majorité, appréhendent l'hypothèse d'une hausse des impôts avec fatalité, conscients qu'ils sont de l'état des finances publiques et soucieux de voir la dette diminuer. Ce constat fait notamment écho aux enquêtes menées durant l'épisode de la réforme des retraites, pendant lequel les Français faisaient à la fois preuve d'une détermination politique à l'encontre du projet gouvernemental, tout en reconnaissant la nécessité de faire évoluer un système que beaucoup jugeaient non viable à terme.

Pessimisme d'autre part car avec près de neuf personnes sur dix pensant que les impôts vont augmenter après la présidentielle, et ce quelle que soit son issue et quelles que soient les promesses de campagne, il ne semble faire aucun doute qu'une part de résignation apparaît à travers ce résultat.

De plus, aucun clivage n'opère vraiment au sein de la population française pour venir atténuer un constat partagé par le plus grand nombre. Ainsi, la possibilité que des hausses d'impôts surviennent après l'élection présidentielle de 2012 est reconnue par 85% des interviewés de moins de 35 ans comme par 89% des personnes âgées de 35 ans et plus et par les sympathisants de droite (90%) comme de gauche (86%).

Au vu de ces résultats, et dans l'optique de la campagne présidentielle, la prépondérance des préoccupations fiscales laisse entendre qu'aucun parti politique ne saurait se détourner de cette problématique. Les propositions des candidats devront donc davantage s'interroger sur qui produira l'effort fiscal supplémentaire plutôt que sur la légitimité en soi d'une augmentation des impôts qui semble déjà actée, si ce n'est acceptée. Or, selon un récent sondage de l'Ifop pour L'Humanité, paru le 5 avril dernier, 64% des Français se disent opposés à une baisse de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). Les Français, aussi conscients de l'enjeu soient-ils, attendent sans doute que l'effort fiscal qui va leur être demandé soit équitablement réparti.

- 3 -

Les résultats de l'étude

La possibilité que des hausses d'impôt surviennent après l'élection présidentielle de 2012

Question : Pensez-vous que des hausses d'impôts auront lieu après l'élection présidentielle de 2012 et ce quel que soit le candidat qui sera élu ?

	Ensemble
	(%)
TOTAL Oui	88
• Oui, certainement	43
• Oui, probablement	45
TOTAL Non	11
• Non, probablement pas	8
• Non, certainement pas	3
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

La possibilité que des hausses d'impôt surviennent après l'élection présidentielle de 2012

	TOTAL Oui (%)	Oui, certainement (%)	Oui, probablement (%)	TOTAL Non (%)	Non, probablement pas (%)	Non, certainement pas (%)	Nsp (%)
ENSEMBLE	88	43	45	11	8	3	1
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)							
Homme	89	45	44	11	8	3	-
Femme	88	41	47	11	8	3	1
AGE DE L'INTERVIEWE(E)							
Moins de 35 ans	85	36	49	15	11	4	-
18 à 24 ans	86	26	60	14	12	2	-
25 à 34 ans	84	43	41	16	11	5	-
35 ans et plus	89	46	43	10	7	3	1
35 à 49 ans	86	45	41	14	10	4	-
50 à 64 ans	92	45	47	7	5	2	1
65 ans et plus	92	50	42	6	4	2	2
PROFESSION DU CHEF DE MENAGE							
Artisan ou commerçant	89	38	51	10	3	7	1
Profession libérale, cadre supérieur	89	42	47	11	9	2	-
Profession intermédiaire	89	45	44	11	10	1	-
Employé	83	43	40	17	10	7	-
Ouvrier	86	42	44	14	11	3	-
Retraité	92	47	45	6	4	2	2
Autre inactif (*)	74	21	53	26	14	12	-
REGION							
Région parisienne	87	46	41	13	10	3	-
Nord est	86	43	43	14	11	3	-
Nord ouest	90	44	46	9	5	4	1
Sud ouest	91	45	46	7	5	2	2
Sud est	88	39	49	11	9	2	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	89	42	47	10	7	3	1
Communes urbaines de province	88	43	45	11	8	3	1
Agglomération parisienne	87	47	40	13	9	4	-
PROXIMITE POLITIQUE							
Gauche	86	39	47	13	9	4	1
LO / NPA	79	34	45	21	20	1	-
Front de Gauche	87	51	36	12	8	4	1
Parti Socialiste	88	38	50	11	7	4	1
Europe Ecologie / Les Verts	88	39	49	12	9	3	-
Mouvement Démocrate - Modem	89	60	29	11	8	3	-
Droite	90	43	47	9	7	2	1
UMP	92	45	47	8	7	1	-
Front National	86	42	44	11	6	5	3
Sans sympathie partisane (*)	91	60	31	6	6	-	3
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)							
Olivier Besancenot	81	37	44	19	15	4	-
Ségolène Royal	84	39	45	15	11	4	1
François Bayrou	88	45	43	12	11	1	-
Nicolas Sarkozy	91	48	43	8	5	3	1
Jean-Marie Le Pen (*)	88	40	48	10	6	4	2

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs